



**CONFÉRENCE OF MINISTERS OF JUSTICE OF THE COUNCIL OF EUROPE
9 NOVEMBER 2020, INTRODUCTIVE SESSION**

**INTERVENTION OF RAMIN GURBANOV, PRÉSIDENT OF THE EUROPEAN COMMISSION FOR THE EFFICIENCY
OF JUSTICE (CEPEJ)**

**Madam Secretary General, Ladies and Gentlemen Ministers and Secretaries of State,
Ladies and Gentlemen, (to be checked)**

The independence of justice can only be achieved within a system organized as a public service accessible to users, endowed with a sufficient budget, managed by competent justice professionals, and operated in an efficient and transparent manner.

All these conditions are those which the CEPEJ, the European Commission for the Efficiency of Justice, examines every two years in its Evaluation Report on European Judicial Systems.

The 8th edition of this Report, published on October 22, is based on 2018 data from 45 Member States and 3 Observer States.

This edition remains loyal to the evaluation process developed by the CEPEJ and to the methodology of data collection and quality control, which have enabled its recognition at European level.

For the first time, the Report is composed of three different and complementary parts:

A first part which presents European trends, highlights good practices in Europe and analyses the impact of e-Justice in the context of the Covid-19 crisis;

A 2nd part "Country profiles" which allows to situate its own country within a European perspective;

A 3rd part "CEPEJ-STAT", which is the dynamic database of the CEPEJ which contains all the qualitative and quantitative data collected since 2010.

Let me share with you 4 examples of indicators analysed in this Report - the images will appear on your screen:

First example : The judicial system budget

In 2018, European States spent on average to 72 € per inhabitant, 8 € more than in 2016.

The most significant increase is recorded for courts' budget and in particular, investments in new buildings and computerisation.

It should be noted that it is the least wealthy States that make the greatest financial effort.

Second exemple : Gender balance among judges

The trend towards the feminisation of judges and prosecutors is confirmed in 2018 but the glass ceiling remains a reality: there is 66 % male court presidents as opposed to 34 % of female court presidents.

Some States are obviously better students than others in this area.

More and more States are adopting provisions promoting gender parity in the recruitment and promotion procedures for judges and prosecutors. The same should apply to the highest judicial positions.

Third exemple : cyberjustice

The public service of justice is being modernised: States have focused their efforts on court and case management tools, more then on decision support and communication tools.

The general index of new technologies drawn up by the CEPEJ varies, as you can see, from 1.52 to 9.79 on a scale of 1 to 10 depending on the State.

The health crisis has further increased the need for courts to operate with appropriate modern tools. However, some of these tools should be put in place with caution, to guarantee the independence of judges and respect the principles of Article 6 of the European Convention on Human Rights. The CEPEJ also has the task of ensuring this.

Fourth exemple: Efficiency of justice

The CEPEJ is studying this, in particular thanks to two indicators which are the disposition time and the clearance rate.

Criminal justice is the most effective at all three levels of court. As for the civil cases shown in this last picture, the average time to deal with a case at first instance is 200 days.

This map allows you to locate your state in the proposed colour code.

It does not aim to stigmatize certain States, but rather to make them aware that a reflection could be carried out to find the causes of this excessive length of proceedings, and thus to address it.

What has just been shown to you deserves an in-depth analysis in the light of the traditions specific to each judicial system.

We warmly thank all the Ministries of Justice, who officially provide all of the data for this report.

As I speak to you, a special link is being sent to all the participants in this Conference containing the Report in its various forms and I strongly encourage you to consult it and come back to the CEPEJ if necessary.

The CEPEJ remains at your disposal to deepen or enrich this work, which aims to be an essential public policy tool, at the service of the rule of law and quality justice.

Thank you

CONFERENCE DES MINISTRES DE LA JUSTICE DES ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE
9 NOVEMBRE 2020, SESSION INTRODUCTIVE

INTERVENTION DE RAMIN GURBANOV, PRESIDENT DE LA COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE
DE LA JUSTICE (CEPEJ)

**Madame la Secrétaire Générale, Mesdames et Messieurs les Ministres et Secrétares
d'Etat, Mesdames et Messieurs, (à vérifier)**

L'indépendance de la Justice ne peut se réaliser qu'au sein d'un système organisé comme un service public accessible aux usagers, doté d'un budget suffisant, géré par des professionnels de la justice compétents, et qui fonctionne de manière efficace et transparent.

Toutes ces conditions sont celles qu'examinent tous les deux ans la CEPEJ, la Commission européenne pour l'efficacité de la justice, dans son Rapport d'Evaluation sur les systèmes judiciaires européens.

La 8ème édition de ce Rapport, publiée le 22 octobre dernier, se base sur les données 2018 de 45 Etats membres et de 3 Etats observateurs.

Cette édition reste fidèle au processus d'évaluation développé par la CEPEJ et à la méthodologie de collecte et de contrôle de qualité des données, qui ont permis sa reconnaissance au niveau européen.

Pour la première fois, le Rapport se compose de trois parties différentes et complémentaires :

.....
Une 1^{ère} partie qui présente des tendances européennes, met en valeur des bonnes pratiques européennes et analyse l'impact de la justice électronique dans le cadre de la crise du Covid-19;

Une [2ème partie « Fiches par pays »](#) qui permet de situer son propre pays dans une perspective européenne ;

Une [3ème partie « CEPEJ-STAT »](#), qui est la base de données dynamique de la CEPEJ qui contient l'ensemble des données qualitatives et quantitatives depuis 2010.

(30 secondes)
.....

Permettez-moi de partager avec vous 4 exemples d'indicateurs analysés dans ce Rapport – Les images vont apparaître sur votre écran :

Premier exemple : Le budget du système judiciaire

En 2018, les États européens ont dépensé en moyenne 72 € par habitant, soit 8 € de plus qu'en 2016.

L'augmentation la plus significative concerne le budget des tribunaux et notamment les investissements dans les nouveaux bâtiments et l'informatisation.

Il est à noter que ce sont les Etats les moins riches qui font l'effort financier le plus important.

Deuxième exemple : La parité chez les juges

La tendance à la féminisation des juges et procureurs se confirme en 2018. Mais le plafond de verre reste une réalité : il y a 66 % d'hommes présidents de tribunaux contre 34 % de femmes présidentes.

Certains Etats sont évidemment meilleurs élèves que d'autres en la matière.

De plus en plus d'Etats adoptent des dispositions favorisant la parité dans les procédures de recrutement et de promotion des juges et procureurs. Il devrait en être de même dans les plus hautes fonctions judiciaires.

Troisième exemple : la cyberjustice

Le service public de la justice se modernise: les Etats ont concentré leurs efforts sur les outils de gestion des tribunaux et des affaires, plutôt que sur les outils de communication et d'aide à la décision.

L'index global des nouvelles technologies, élaboré par la CEPEJ, varie, comme vous pouvez le voir, de 1.52 à 9.79 sur une échelle de 1 à 10 selon les Etats.

La crise sanitaire a encore accru la nécessité pour les tribunaux de fonctionner avec des outils modernes adaptés. Mais certains de ces outils doivent être mis en place avec précaution, pour garantir l'indépendance des juges et respecter les principes de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. La CEPEJ a également pour mission d'y veiller.

Quatrième exemple : L'efficacité de la justice

La CEPEJ l'étudie, grâce notamment à deux indicateurs que sont le disposition time et le clearance rate.

La justice pénale est la plus efficace aux trois niveaux d'instances. Quant aux affaires civiles figurant sur cette dernière image, le délai moyen pour traiter une affaire en 1ère instance est de 200 jours.

Cette carte vous permet de situer votre Etat dans le code couleur proposé.

Il ne vise pas à stigmatiser certains Etats, mais plutôt à leur faire prendre conscience qu'une réflexion pourrait être menée pour trouver les causes de cette durée excessive de procédure, et d'ainsi peut-être y remédier.

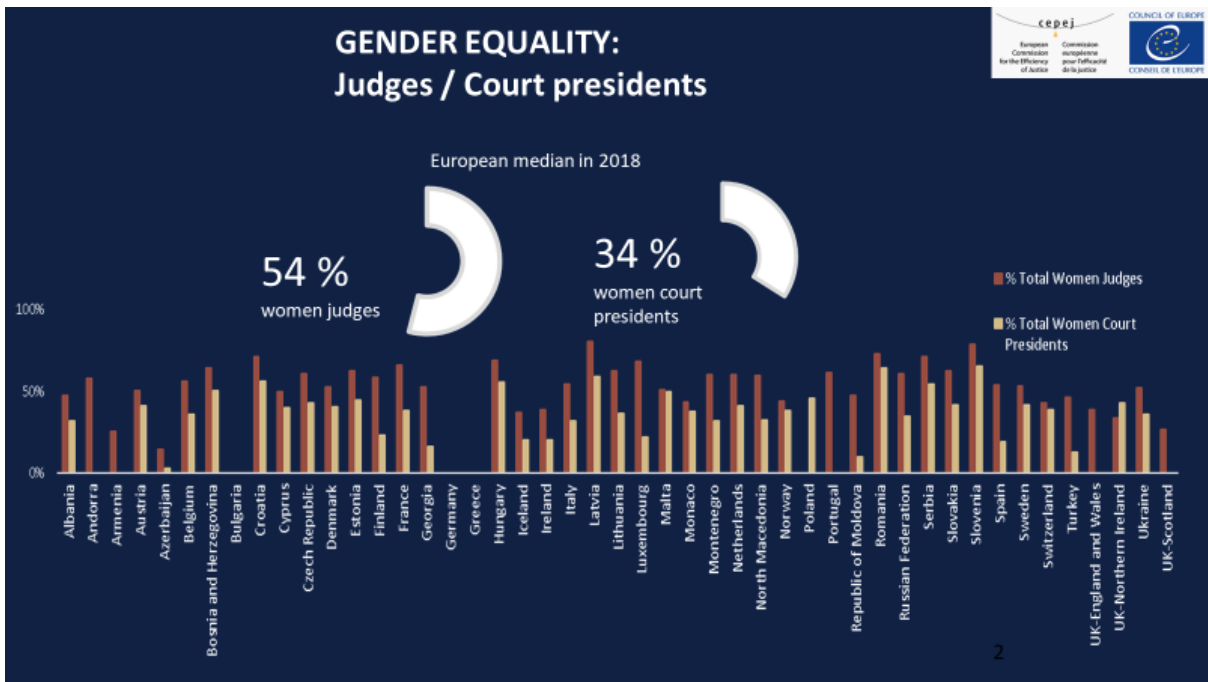
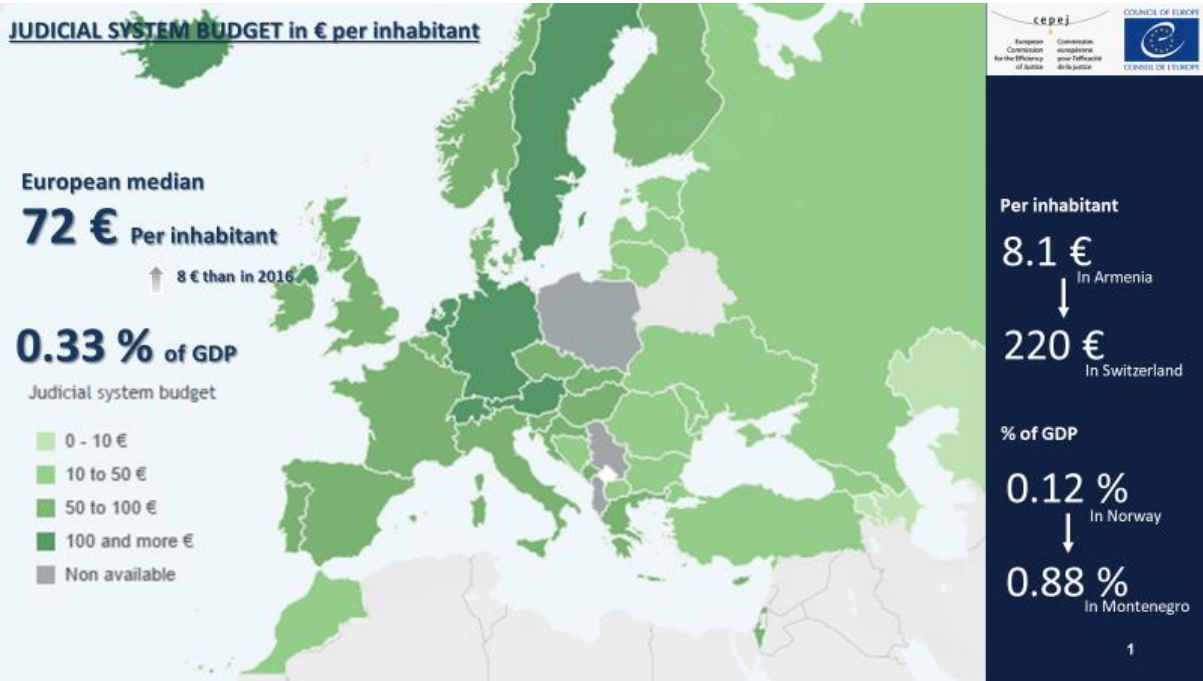
Ce qui vient de vous être montré mérite une analyse en profondeur, et à la lumière des traditions propres à chaque système judiciaire.

Nous remercions chaleureusement l'ensemble des Ministères de la Justice, qui fournissent officiellement l'intégralité des données de ce rapport.

Au moment où je vous parle, un lien spécial est envoyé à l'ensemble des participants à cette Conférence contenant le Rapport dans ses différentes formes et je vous encourage vivement à le consulter et revenir vers la CEPEJ en cas de besoin.

La CEPEJ reste à votre disposition pour approfondir ou enrichir ce travail qui vise à être un outil incontournable des politiques publiques, au service de l'Etat de droit et d'une justice de qualité.

Je vous remercie.

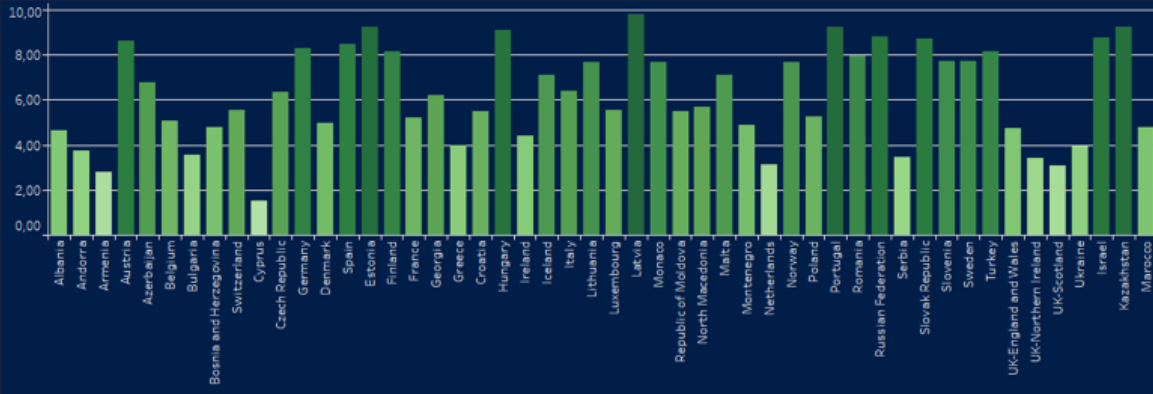


Information and Communication technology (ICT)

Average European ICT Index
6.11

- Decision support 6.15
- Courts and case management 7.11
- Communication with courts 5.04

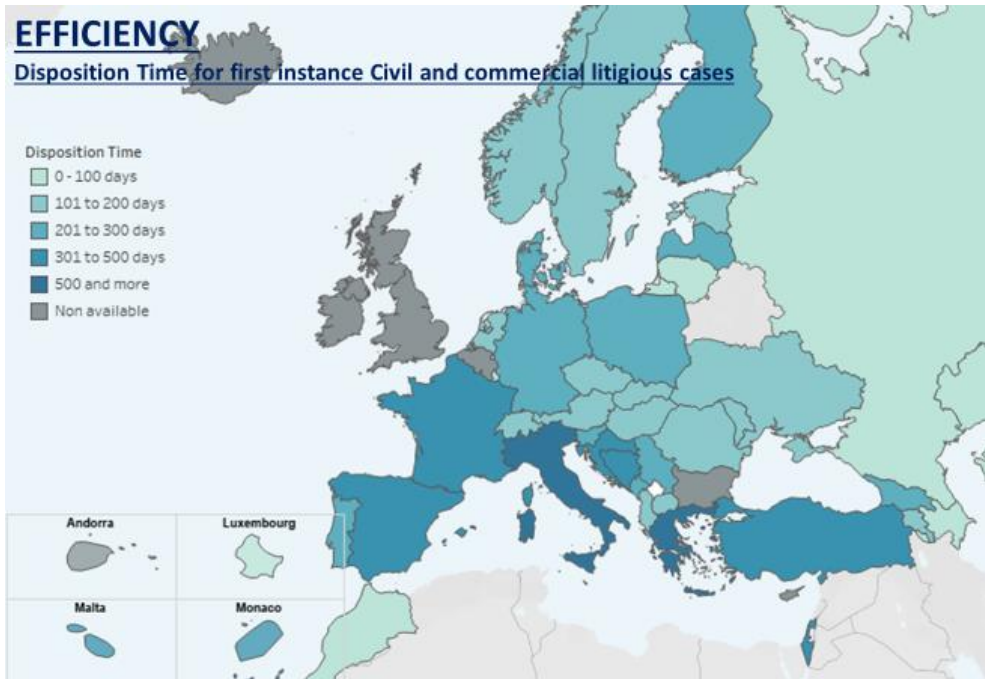
1.52
In Cyprus
↓
9.79
In Latvia



EFFICIENCY

Disposition Time for first instance Civil and commercial litigious cases

- Disposition Time
- 0 - 100 days
 - 101 to 200 days
 - 201 to 300 days
 - 301 to 500 days
 - 500 and more
 - Non available



**EUROPEAN
MEDIAN
201 days**

*Disposition Time =
calculated time
necessary for a
pending case to be
resolved*